Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1594

Artikel: Egalité : la politique du sexe
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019078

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La politique du sexe

Le pouvoir n'attend pas les femmes. Il faut le conquérir par la force du nombre en échappant aux divisions partisanes.

Le pouvoir échappe toujours aux femmes malgré l'égalité de principe inscrite dans la Constitution. Les pratiques restent obstinément inégalitaires. La politique flatte les femmes et les repousse. Cibles électorales appétissantes, elles doivent batailler ferme pour accéder aux institutions. Gouvernements, parlements et tribunaux sont encore une affaire d'homme. Les femmes y rentrent au compte-gouttes via l'exploit de quelques personnalités hors du commun, loin d'une redistribution statistique normale, plus ou moins moitié moitié . Voilà pourquoi, après l'élection mortifiante du Conseil fédéral, les femmes ont décidé de passer à l'action. De reprendre le combat, ou du moins la partie engagée autrefois contre la domination masculine.

Le sens du combat

La contestation a duré le temps des manifestations de rue. Le bel élan s'est rapidement essoufflé. Les femmes ne forment pas un groupe homogène, une famille harmonieuse à l'écart des querelles. Il y a un mois, les femmes UDC accusaient les élues de gauche de politiser le regroupement naissant. Trop militantes à leur goût quand elles défendent le congé maternité rejeté par les décideurs du parti. La routine a repris d'un coup son train-train. Le projet d'un regroupement transversal a fait les frais des fractures partisanes apparemment asexuées, orchestrés en réalité par les hommes aux commandes.

D'autre part, et c'est plus inquiétant, les raisons de la lutte s'atrophient et perdent leur force mobilisatrice. Le féminisme n'est pas monolithique et il ne l'a jamais été. Aujourd'hui toutefois son profil se fragmente davantage. Il oscille entre des positions et un langage parfois dogmatiques - le refus radical de négocier avec le patriarcat - et la satisfaction pragmatique pour quelques avancées utiles à la vie quotidienne des femmes, à l'image des crèches. Et même la revendication d'un pouvoir effectivement partagé, à l'exception d'une colère habilement médiatisée à l'approche du 8 mars, n'alimente pas une convergence de vues susceptible de cimenter le mouvement et de renforcer sa véhémence. Le pouvoir d'accord, mais pourquoi faire?

Quitter les partis

La bienveillance intermittente des formations politiques traditionnelles risque de transformer la défense de la cause féminine en un slogan se vidant petit à petit de sa substance. La discrimination positive, avec le système des quotas de nouveau à la mode, malgré ses belles promesses, a peu de chances d'ébranler en profondeur le pouvoir masculin. Même limité, il dictera sa loi à la barbe de la représentativité imposée. A l'image de l'*affirmative action* américaine, qui a certes soulagé une partie de la population noire, sans pour autant éliminer la ségrégation dont elle est victime.

Il vaut mieux alors abandonner la logique minoritaire qui a guidé l'action féminine et féministe jusqu'à nos jours. L'idée d'une longue veille aux portes du Palais fédéral lancée à l'occasion de la Journée mondiale des femmes pour protester contre l'affront du 10 décembre montre à la fois le besoin de mobilisation et l'impuissance du mouvement. Il y a davantage de femmes que d'hommes en Suisse (53 contre 47%), et davantage de votantes que de votants; c'est le cas du canton de Vaud lors des derniers scrutins. Il n'est pas question de continuer de quémander un traitement d'égal à égal. Le nombre devient décisif via la confrontation électorale et démocratique.

Refusant des listes séparées, les femmes devraient quitter les partis et former un rassemblement nouveau. Celui-ci ferait campagne, se transformerait en lobby. Les femmes, comme les hommes, arpenteraient les palais et les couloirs, sillonneraient l'électorat, histoire de multiplier la présence féminine à l'Assemblée fédérale (25% de nos jours) ainsi que dans les administrations cantonales et communales. De fil en aiguille, le Conseil fédéral, selon la règle de la proportionnalité chère à l'UDC, devra accueillir au moins trois femmes.

Pourquoi interdire au sexe ce qui est permis à l'intérêt économique ou à l'utopie écologique? En un mot, devenir le moteur de l'action politique et de la conquête du pouvoir. *md*

L'activité politique :un exercice difficile très gratifiant pour les femmes qui s'engagent

En examinant les logiques d'engagement des femmes dans la politique locale et les conceptions qu'elles s'en font, l'enquête sociologique que nous venons de terminer montre qu'au-delà des nombreuses difficultés rencontrées, les femmes valorisent plutôt positivement leur activité politicienne. (…) Notre enquête a mis en évidence que cette activité procure aussi un certain nombre de «rétributions» ou de bénéfices personnels, matériels et symboliques. (…)
En réalité, on peut dire que si l'engagement des femmes en politique apporte beaucoup à la société parce qu'elles soutiennent par exemple des objets et des débats sociaux parfois un peu délaissés (comme l'assurance maternité, la garde des enfants, l'égalité des salaires), cet engagement leur apporte également beaucoup en retour, sur un plan personnel. (…) Les résultats de notre enquête, du moins une partie d'entre eux:, portent au fond un regard «optimiste» (mais pas illusoire ni «enchanté», au sens sociologique) sur l'expérience individuelle de nos enquêtées, alors que la situation générale de la représentation féminine ne présente certes rien de réjouissant, ni en Valais, ni en Suisse.

Claudia Dubuis, sociologue et anthropologue

Claudia Dubuis (avec P. Gottraux et G. Bender), *Les femmes et l'engagement politique local. Une enquête dans le district de Martigny. Sion*, Haute Ecole Santé Social, 2003.

Extraits tirés d'un article paru dans *Le Peuple valaisan* du 27 février 2004. *www.lepeuple.ch*